

Avec un peu plus du quart du total, l'Europe est la deuxième plus importante destination de l'IDCE. Le stock d'investissement direct en Europe a crû deux fois plus rapidement que l'IDCE total en 2002 — 22,4 p. 100 contre 10,8 p. 100. La majorité de l'investissement direct canadien en Europe se trouve dans l'Union européenne, qui a reçu près de 100 milliards de dollars sur un total d'environ 120 milliards de dollars, soit cinq sixièmes de l'IDCE total en Europe.

Le stock d'IDCE dans l'Union européenne a progressé à un rythme de 22,7 p. 100 entre 2001 et 2002, représentant un gain de 18,5 milliards de dollars. Les stocks d'investissement étaient en hausse dans la plupart des pays de l'Union européenne, sauf en Italie où il a perdu près de la moitié de sa valeur, passant de 4,9 milliards de dollars en 2001 à 2,6 milliards de dollars l'an dernier. Ailleurs dans l'Union européenne, les gains les plus importants ont été une hausse de 7,7 milliards de dollars du stock d'IDCE en Irlande et une hausse de 5,5 milliards de dollars du stock d'IDCE au Royaume-Uni. L'Allemagne (gain de 3,1 milliards de dollars) et les Pays-Bas (gain de 2,1 milliards de dollars) ont aussi affiché une progression notable de leur niveau d'IDCE en 2002.

Hors de l'Union européenne, il y a d'importants investissements directs canadiens en Hongrie (11,4 milliards de dollars) et en Suisse (6,5 milliards de dollars). L'IDCE en Hongrie a augmenté de 25,6 p. 100 en 2002, après avoir plus que doublé l'année précédente.

La région de l'Asie/Océanie vient ensuite parmi les destinations les plus importantes de l'IDCE, avec une part de 8,5 p. 100 du stock total d'investissement sortant. Les investissements dans cette région ont augmenté de 31,1 p. 100 en 2002, passant de 27,9 milliards de dollars à 36,6 milliards de dollars. Le Japon, avec 9,2 milliards de dollars, est la principale destination de l'IDCE dans cette région, suivi par l'Australie, avec 8,5 milliards de dollars, et Singapour, avec 4,5 milliards de dollars. L'IDCE en Australie a bondi de 87,6 p. 100 l'an dernier, après une hausse de 45,9 p. 100 l'année précédente.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont reçu un peu plus de 15,0 milliards de dollars d'IDCE en 2002. Le Chili et le Brésil sont les principales destinations de l'IDCE dans cette région, avec 5,8 milliards de dollars et 4,3 milliards de dollars, respectivement. Le Pérou et l'Argentine ont reçu près des deux tiers des 5,0 milliards

de dollars restants, avec des niveaux d'IDCE de 2,0 milliards de dollars et de 1,4 milliard de dollars, respectivement, en 2002.

À nouveau en 2002, l'Afrique est la région qui a reçu la part la plus modeste de l'investissement direct du Canada à l'étranger, soit 3,6 milliards de dollars. Cela représente moins de 1 p. 100 de l'IDCE total. Étant donné les faibles niveaux d'investissement, une bonne partie des données sur l'IDCE en Afrique est considérée confidentielle par Statistique Canada. Les données publiées sur l'IDCE ne sont disponibles que pour neuf nations africaines, couvrant seulement 20 p. 100 du total. Par conséquent, il y a peu de commentaires précis que l'on puisse faire au sujet de l'IDCE en Afrique.

L'investissement par secteur

Les données sur l'investissement direct sont disponibles pour six groupes industriels et trois grandes régions — les États-Unis, l'Union européenne, et le Japon et le reste du monde. L'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) est concentré dans le secteur des finances et du commerce de détail, qui accapare 41,3 p. 100 du stock d'IDCE. L'investissement dans le secteur de l'énergie et des minéraux métallifères vient au second rang avec une part des 19,0 p. 100 de l'IDCE, suivi de près par le secteur des industries diverses, avec une part de 18,7 p. 100. Le secteur des services et du commerce de détail arrive en quatrième place pour l'IDCE, avec une part de 12,5 p. 100 du stock total d'investissement à l'étranger. Le secteur des machines et du matériel de transport (6,3 p. 100) et celui du bois et du papier (2,2 p. 100) sont les deux derniers secteurs pour lesquels des données sont disponibles.

Figure 5-3

Répartition des IDCE par secteur, 2002

